Insécurité fruit de l'impunité cultivée par nos dirigeants et élus

Lacroan'i Madagasikara - 12/11/15

Terrible. Le mot est faible. Tant de morts dans nos campagnes comme dans nos villes. Des personnes trucidées, des gens assassinés. Litanie accablante.

Trop. La coupe est pleine. Ce lundi 9 novembre plus d'une quarantaine d'associations et d'ong élèvent la voix par presse interposée. La presse actuellement sert de courroie de transmission. Un média. Ainsi 42 organisations ont organisé une conférence de presse à Antananarivo pour dénoncer les actes de violences et les dérives perpétrées par des éléments des forces de l'ordre. Des actes qui font désordre. Des gestes qui déshonorent ces personnes en qui on devrait poser la confiance, une confiance aveugle. La réalité est tout autre.

La vidéo de ces agents des forces de l'ordre (des gendarmes dit-on) tabassant Jean Pierre, cet étudiant meneur de grève à Ankatso, a fait le tour du monde. Puis tout récemment, voilà qu'un malfaiteur blessé a été abattu à bout portant dans la voiture des policiers à Ambolokandrina. Et que dire de ces informations dévoilées par des familles d'origine Antandroy vivant dans la région de Bongolava. Les membres de ces familles dénoncent (par deux fois devant la presse) le fait que plusieurs membres de leur famille ont été assassinés par des militaires. Des faits répétés durant ces dernières semaines (octobre et novembre).

Et les membres des 42 organisations de la société civile de rajouter le fait que des agents des forces de l'ordre soutirent de l'argent à des personnes. Ces membres agissent sous la protection de leurs chefs hiérarchiques affirment les membres l'organisation de la société civile (OSC). Pour ces Osc "*Ihorombe, Anosy, Atsimo Andrefana, Androy et Bongolava*" sont les régions où sévissent ces membres des forces de l'ordre.

Pourquoi ces régions ?

Bien sûr la question se pose : pourquoi ces régions ? Veut-on vider ces régions de leur population ? Une affirmation que véhiculent certains commentateurs sur les réseaux sociaux, déclarant que des investisseurs veulent vider les régions riches en minerais des populations pour pouvoir prospecter aisément.

En attendant la réponse à cette question, les membres de l'Osc assurent que les membres des forces de l'ordre pratiquent toutes les formes de tortures (torture physique, morale et psychologique). Ces membres des forces de l'ordre procèdent à des exécutions sommaires comme s'ils éliminaient des témoins gênant. Des faits enregistrés à Ankazoabo, Betroka, Beroroha et Tsiroanomandidy. Dans ces régions le pillage des biens de la population est monnaie courante, les zébus sont les premiers cibles. Ces pillages sont parfois précédés de l'incendie des villages entiers, accusés d'être des repaires de dahalo.

On se demande pourquoi brusquement les membres de ces 42 organisations montent au créneau et élèvent la voix. Veulent-ils contredire les responsables des forces de l'ordre à l'instar du colonel Serge Gellé, Chef de la circonscription régionale de la gendarmerie nationale (CIRGN) de Fianarantsoa. Ce dernier au cours d'une conférence de presse donnée le 4 novembre à Antananarivo a montré une importante saisie d'armes de guerre (24 fusils à pompe et des armes de poing) effectuée par la gendarmerie dans la région sous sa responsabilité. Le colonel Serge Gellé déclare que ces armes saisies ne sont pas répertoriées appartenant à l'armée (y compris la gendarmerie). Ces armes saisies sont interdites à l'importation. "*L'introduction de ces armes ne peuvent pas être le fait des paysans. Il faut un réseau pour pouvoir importer ces armes*" déclare le CIRGN de Fianarantsoa. Quid de ce réseau ?
Le colonel a été avare d'information et de précision concernant ce réseau. Mais n'est-ce pas le rôle des forces de l'ordre d'effectuer les investigations nécessaires pour trouver commanditaires et exécutants ?

Tous pourris ?

Pour le député Jean Martin Randrianatoavina, élu à Vohibato, la responsabilité de l'instauration de l'insécurité généralisée actuelle revient indéniablement aux membres de l'Exécutif. Pour lui les gens à la base jugent que les membres de l'Exécutif montrent une arrogance certaine et une certaine indifférence face aux problèmes que rencontre la population. L'Exécutif actuel n'apporte aucune solution véritable pour atténuer les difficultés de la vie. On parle de corruption mais jamais de sanction. Les gens voient des personnalités qui s'enrichissent en quelques mois et d'un côté la population s'appauvrit d'autant.
Ce député rejoint ainsi la version des Refondateurs de la République. Pour le Dr Joseph Randriamiarisoa, un des refondateurs, la situation actuelle reflète la défaillance totale de l'Etat. Il rappelle que la sécurité figure parmi les pouvoirs régaliens de l'Etat avec la santé, l'éducation nationale et la diplomatie. Devant cette défaillance il ne faut pas s'étonner que l'on voit augmenter le nombre de cas dite *fitsaram-bahoaka* où la population se fait justice elle-même (à tort ou à raison). Ces cas où la population le fait justice elle-même montre une réelle perte de confiance de la population envers l'Etat.

Solution idoine ?

Chaque partie avance sa proposition selon sa vision.
Face aux exactions perpétrées par les membres des forces de l'ordre, les membres de l'Osc lancent un appel afin que le gouvernement ordonne des enquêtes dans les régions suscitées. L'Osc reconnaît que la mise en place d'une commission d'enquête pour le cas du député Mara Niarisy et un bon début mais ce n'est pas suffisant. Les membres de l'Osc réclament l'élargissement des enquêtes sur l'ensemble de l'opération dite Fahalemana. L'opération Fahalemana a été initiée voici près de trois mois et effective dans la partie sud et dans le nord de l'Ile.

Pour le Cirgn de Fianarantsoa, il reconnait que certains dossiers sont maintenant entre les mains de la Justice. La justice doit suivre son propre rythme. *"Toutefois, il y a des décisions administratives que certain ministère peut prendre, comme l'affectation voire la suspension de certains fonctionnaires impliqués dans la falsification des FIB (Fiche individuel des bovidés)"* déclare le colonel Gellé. Le CIRGN vise le Ministère de l'Intérieur responsable des délégués d'arrondissement.

Pour le député Randrianatoavina il réclame tout simplement la démission du gouvernement tout entier. Il met tous les responsables dans le même sac. Catégorique, il affirme qu'ils sont tous responsables de l'insécurité généralisée actuelle.

Pour le Dr Joseph le retour de la sécurité passe par le retour de la confiance des citoyens aux dirigeants de ce pays et à l'Etat. Il faut aussi retisser les liens sociaux. La pauvreté n'est pas la raison fondamentale de l'insécurité. La pauvreté "mentale" est une des raisons majeures de l'insécurité. Avant les Malagasy n'étaient pas riches, mais le *tain'omby mivadika* était la règle et tout le monde pauvre ou riche acceptait cette règle. C'était la loi ou le dina de l'époque. Antan, les Malagasy dormaient les fenêtres ouvertes. Aujourd'hui les grilles de protection deviennent la norme. Les sociétés de sécurité privées augmentent en nombre. Elles profitent de cette atmosphère instable.

Tout récemment, le problème de la sécurité a occasionné un atelier national. Une loi vient d'être votée à l'Assemblée Nationale après cet atelier sur le RSS, Réforme sur le Secteur Sécurité. En attendant la promulgation de cette nouvelle loi et les décrets d'application y afférents la population vit l'insécurité au quotidien. Il suffit de voir les articles sur les faits-divers où les titres font frissonner de peur et d'horreur. Des attaques à main armée dans les quartiers, là où il y a l'argent le soir avant la fermeture des épiceries… L'insécurité prend plusieurs formes et touche le secteur économique. Partout.

Oui, dans la Grande Ile tout est à reconstruire. Il faut que les gens réapprennent à vivre ensemble. Que les riches acceptent de côtoyer les pauvres et ne s'enferment pas dans leurs 4x4 avec vitre fumée et s'isolent dans leur villa

avec de multiples protections (mur d'enceinte de 3 mètres de haut, barbelé et chiens, la sécurité privée de surcroît et en plus le système de protection électronique…)

Malheureusement cette reconstruction s'avère difficile quand les malfaiteurs tuent pour quelques peccadilles et quand les justiciers ressemblent à des malfaiteurs.

Source : http://www.lakroa.mg/item-688_articles_une_18-insacurita-fruit-de-l-impunita-cultivae-par-nos-dirigeants-et-alus.html